

## Discours 5 octobre 2021

À l'heure où la France tente de sortir d'une des pires crises sanitaires de son histoire, à l'heure où la situation sociale appelle à des mesures fortes visant notamment au renforcement de notre modèle social, le président de la République et son gouvernement accélèrent leur politique libérale et annoncent de nouveaux reculs sociaux !

En cette rentrée, l'emploi est une des préoccupations essentielles des jeunes et du monde du travail.

La précarité est en forte hausse, et malgré une opposition unanime, la mise en œuvre de la réforme de l'assurance chômage reste d'actualité.

Le retour de la réforme des retraites que nous avons combattue et empêchée revient à l'ordre du jour. Gouvernement et patronat veulent imposer de nouveaux reculs sur les retraites.

Le chômage partiel a provoqué la plupart du temps des baisses de rémunération importantes.

Trop de salarié.es, notamment les travailleurs-ses particulièrement exposé-es et dits de « 2ème ligne », maintenu.e.s à de bas salaires ne voient aujourd'hui aucune perspective d'amélioration.

Les agent.e.s de la fonction publique attendent toujours et depuis des années des mesures salariales à la hauteur de la perte de leur pouvoir d'achat.

Les jeunes ont vu l'investissement dans les aides directes baisser ces dernières années. Le dernier recul en date étant la suppression du repas à 1 euro pour toutes et tous, dont nos organisations réclament le rétablissement.

### **Reprenons le pouvoir sur le capitalisme pour plus de justice sociale et environnementale.**

Pour l'immense majorité des salarié-e-s, le travail devient synonyme de souffrance. Les soignants continuent à travailler dans des conditions inacceptables : manque de personnels, lits supprimés, services fermés...Pire, ceux qu'on applaudissait au début de la pandémie se voient aujourd'hui montrés du doigt et privés pour certains de rémunération.

Que dire du secteur sanitaire et social, de l'aide à la personne ? De si précieux métiers non reconnus, le plus souvent exercés par des femmes sous payées et précarisées.

Le travail précaire devient la norme et le gouvernement choisit ce moment pour asséner sa réforme criminelle du chômage. Rappelons que plus de la moitié des privés d'emplois ne touche pas d'allocations. Pour les autres, une baisse de 20% en moyenne, voire une impossibilité de droits est tombée ce 1<sup>er</sup> octobre.

Alors que les salaires des fonctionnaires sont gelés depuis des années, et que dans le secteur privé, la crise sanitaire a servi d'excuse à une austérité salariale sans précédent, le cours de la vie explose. L'essence a augmenté de 20% cette année, l'électricité de 10% et chacun peut constater l'inflation de l'alimentaire.

### **Comment boucler les fins de mois dans ces conditions ?**

Pour les retraités, même constat !

En 2021, alors que les prix ont augmenté de 1,6 %, les retraites de base n'ont augmenté que de 0,4 % et les complémentaires de 1 %.

Les pensions des retraités ne suivent pas l'augmentation du coût de la vie.

Les organisations syndicales CGT, CNL, FO, FSU, SOLIDAIRES exigent :

→le montant des retraites et des pensions doit être proportionnel à l'évolution du salaire moyen. Aucune retraite ne devrait être inférieure au Smic,

→l'augmentation des salaires,

→l'abandon définitif des contre-réformes des retraites et de l'assurance chômage,

→un vrai travail avec un vrai salaire pour toutes et tous et l'égalité professionnelle femmes/hommes,

→la conditionnalité des aides publiques selon des normes sociales et environnementales permettant de préserver et de créer des emplois,

→l'arrêt des licenciements et la fin des dérogations au Code du travail et garanties collectives,

→un coup d'arrêt à la précarisation de l'emploi et à la précarité des jeunes en formation et une réforme ambitieuse des bourses,

→la fin des fermetures de services, des suppressions d'emplois, du démantèlement et des privatisations dans les services publics et la fonction publique et le renforcement de leurs moyens,

→le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail.

Nous affirmons l'urgence d'augmenter le SMIC et les grilles de classifications, le point d'indice de la fonction publique, les pensions, les minima sociaux et les bourses d'études.

Merci pour votre attention.